



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**Annexe**

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2020  
– partie 2 en faveur de la République centrafricaine

**Document d'action concernant le Programme d'appui à la consolidation de l'État –  
RCA II (PACAE-RCA II)**

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>                  | Programme d'appui à la consolidation de l'État – RCA II (PACAE-RCA II)<br>Numéro CRIS: CF/FED/042-401<br>financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)  |  |
| <b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>         | République centrafricaine  |  |
| <b>3. Document de programmation</b>                          | Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République centrafricaine   |  |
| <b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>           | Objectif 1: pas de pauvreté<br>Objectif 3: santé et bien-être<br>Objectif 4: éducation de qualité<br>Objectif 5 : réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les jeunes filles<br>Objectif 16 : promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable<br>Objectif 17: partenariats pour la réalisation des objectifs |  |
| <b>5. Secteur d'intervention/ domaine thématique</b>         | Secteur n. 1: Gouvernance économique et services sociaux   | Aide publique au développement <sup>1</sup> :<br>OUI |
| <b>6. Montants concernés</b>                                 | Coût total estimé: 45 000 000 EUR<br>Montant total de la contribution du FED: 45 000 000 EUR dont<br>40 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et<br>5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.   |  |
| <b>7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b> | Appui budgétaire<br>Gestion directe – appui budgétaire : contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience<br>Gestion directe - passation de marchés<br>Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre – appui complémentaire  |  |

<sup>1</sup> L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

|   |   |                          |                              |                           |
|---|---|--------------------------|------------------------------|---------------------------|
| <b>8. a) Code(s) CAD</b>  | 51010 – Appui budgétaire<br>15111 – PFM<br>15114 – DRM                              |                          |                              |                           |
| <b>b) Principal canal de distribution</b>   | 12000 – Gouvernement du bénéficiaire<br>52000 – Consultants/sociétés de conseil     |                          |                              |                           |
| <b>9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>  | <b>Objectif stratégique général</b>   | <b>Non ciblé</b>         | <b>Objectif important</b>    | <b>Objectif principal</b> |
|   | Développement de la participation/bonne gouvernance                                 | <input type="checkbox"/> | ✓                            | <input type="checkbox"/>  |
|   | Aide à l'environnement  | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
|   | Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement) | <input type="checkbox"/> | ✓                            | <input type="checkbox"/>  |
|   | Développement du commerce   | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
|   | Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant                           | <input type="checkbox"/> | ✓                            | <input type="checkbox"/>  |
|   | <b>Marqueurs de la Convention de Rio</b>  | <b>Non ciblé</b>         | <b>Objectif important</b>    | <b>Objectif principal</b> |
|   | Diversité biologique  | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
|   | Lutte contre la désertification   | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
|   | Atténuation du changement climatique  | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
|   | Adaptation au changement climatique   | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
| <b>10. Marqueurs internes</b>   | <b>Objectifs stratégiques</b>   | <b>Non ciblé</b>         | <b>Objectif significatif</b> | <b>Objectif principal</b> |
|   | Digitalisation  | <input type="checkbox"/> | ✓                            | <input type="checkbox"/>  |
|   | Migration   | ✓                        | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>  |
| <b>11. Programmes thématiques phares «Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent»</b> | S.O.  |                          |                              |                           |

## RESUME

Le PACAE – RCA II permettra d'appuyer la consolidation de l'état de droit et de la gouvernance et d'augmenter l'espace budgétaire du gouvernement de la République centrafricaine (RCA) en 2020-2021. Il permettra d'accompagner la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) et de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en RCA signé en février 2019, ainsi que de renforcer le dialogue avec le gouvernement sur le cadre macroéconomique et les finances publiques. Les domaines prioritaires de dialogue sont la gestion des finances publiques (mobilisation des ressources internes et l'efficacité de la dépense publique), le climat des affaires et les secteurs sociaux (éducation et santé).

La République centrafricaine est bénéficiaire d'appuis budgétaires (généraux et sectoriels) sans discontinuité depuis 2014. Un premier *State Building Contract* (SBC) en 2014 d'un montant de 33 000 000 EUR (y compris un appui complémentaire de 3 000 000 EUR), a été suivi d'un deuxième SBC 2015-2016 d'un montant de 40 000 000 EUR et d'un troisième SBC 2017-2019 d'un montant de 64 000 000 EUR dont 4 000 000 EUR d'appui complémentaire ainsi que d'un programme sectoriel «sécurité intérieure» de 10 000 000 EUR (en cours) et d'un programme sectoriel «justice» de 10 000 000 EUR (en cours).

Ce nouveau programme d'un montant de 45 000 000 EUR d'une durée de deux ans (2020-2021) doit permettre la poursuite et l'intensification des efforts de l'UE en soutien aux autorités démocratiques et contribuer à l'amélioration de leur redevabilité ainsi qu'au retour durable à l'ordre constitutionnel et à l'état de droit dans un environnement sécurisé et pacifié, mais aussi au développement soutenable du pays dans un contexte qui sera marqué à moyen terme par la pandémie Covid-19. L'intégration des enjeux d'égalité de genre fait partie intégrale de l'appui au développement et la consolidation des institutions du secteur de la santé et de l'éducation.

## **1 ANALYSE DU CONTEXTE**

### **1.1 Description du contexte**

Enclavée au cœur de l'Afrique centrale, la République centrafricaine (RCA) reste l'un des pays les plus pauvres du monde, malgré la richesse de ses ressources naturelles (bois, or, diamants et uranium). C'est un pays en crise qui connaît, depuis mars 2013, une situation sécuritaire catastrophique ayant pour effet une aggravation de la pauvreté qui était déjà extrême.

Six ans après le déclenchement de la crise, la situation en République centrafricaine reste extrêmement préoccupante. La violence entre les groupes armés et contre les civils a contraint des milliers de personnes à fuir. Les traitements inhumains et dégradants, les situations de tortures, les cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés sur les femmes et les enfants. Le manque de services adaptés aux besoins de ces victimes, les stigmatisations contre les victimes des violences sexuelles, l'impunité des responsables de ces actes et le manque de protection ont marqué les esprits des populations. Il s'ensuit qu'un quart de la population est soit déplacée à l'intérieur du pays, soit réfugiée dans des pays voisins. La situation humanitaire reste préoccupante. En 2019, la moitié de la population (soit 2,2 millions de personnes) était toujours dépendante de l'assistance humanitaire et une personne sur quatre était déplacée ou réfugiée dans des pays voisins.

La RCA figure au plus bas dans tous les classements mondiaux ou continentaux, traduisant, en sus des effets de la crise, à la fois la très mauvaise gouvernance, l'extrême pauvreté et la déshérence complète du pays: 188<sup>e</sup> sur 189 pour le dernier classement 2019 de l'indice du développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), tandis que l'indice ajusté des inégalités (IDHI) n'est que de 0.212, elle occupe ainsi le dernier rang sur 151 pays; les inégalités de genre sont importantes avec un indice d'inégalité de genre élevé de 0.682 en 2018 plaçant le pays à la 159<sup>e</sup> place sur 162, 184<sup>e</sup> sur 190 en 2020 pour celui de *Doing Business*, en avance d'une place par rapport à l'année précédente; amélioration également sur la corruption avec la 149<sup>e</sup> place sur 180 avec un score de 26 % pour l'indice de perception de la corruption 2018 de *Transparency International*; 50<sup>e</sup> sur 54 en 2018 pour l'indice Ibrahim pour la gouvernance en Afrique avec 29.5/100 %; 148<sup>e</sup> sur 149 du classement 2018 du *Legatum Prosperity Index*.

Bien qu'un accord de paix ait été signé entre le gouvernement de la RCA et 14 groupes armés, en février 2019, les populations continuent d'être victimes d'actes de violence. La majorité des victimes identifiées sont des femmes et des jeunes filles avec très peu d'accès à une assistance ou à la justice. À l'exemple, des affrontements opposant des groupes armés à Birao, Bria et Alindao et même à Bangui, qui ont fait récemment plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés. Les violations enregistrées ne remettent pas en cause la mise en œuvre de l'accord qui reste le principal document de sortie de crise et qui est soutenu par les partenaires de la RCA. Il reste cependant capital que toutes les parties de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) remplissent leur part du contrat, gouvernement, groupes armés comme les garants régionaux, pour assurer un changement et un retour de la sécurité.

L'environnement économique au cours de l'année 2019 a connu une certaine amélioration malgré la situation sécuritaire du pays. La loi de finances 2019 a été élaborée autour de quatre piliers fondamentaux que sont le renforcement de la paix et de la sécurité; l'assainissement des finances publiques et la relance des activités économiques; la bonne gouvernance et le renforcement des secteurs sociaux et les actions humanitaires.

La croissance économique, générée essentiellement par les secteurs minier, forestier et constructions (BTP) est estimée à 4,5 % pour 2019. Globalement, les grands chiffres pour 2020 montrent que le déficit primaire se stabilise à 2,4 % du PIB en 2020, identique en 2019. Le solde budgétaire global souffre une détérioration passant de 19 milliards de francs CFA en 2019 à -10 milliards de francs CFA à 2020. Le PIB nominal passe de 1 359 millions de francs CFA en 2019 à 1 463 milliards de francs CFA en 2020, soit une augmentation nominale de 7,65 %.

Pour ce qui est des paiements d'intérêts sur la dette extérieure courante, ils ont atteint 0.2 % du PIB et l'amortissement du principal se situe à 0.4 % du PIB. La dette publique (incluant les garanties publiques - PPG) est en diminution. Elle s'élevait à 48,8 % du PIB à fin 2018 (contre 49,4 % du PIB à fin 2017), avec une dette extérieure s'élevant à 34,9 % du PIB (33,3 % du PIB à fin 2017). Les arriérés pré-PPTE (pays pauvres très endettés) et la dette due aux créanciers multilatéraux représentent le gros de la dette extérieure. Les créanciers multilatéraux, principalement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, détiennent près de la moitié de la dette extérieure. Le taux d'intérêt moyen s'élevait à 0,6 % pour la dette extérieure, reflétant la prépondérance des prêts concessionnels.

La République centrafricaine reste en position de «haut risque de surendettement extérieur». Les indicateurs de solvabilité (les valeurs actuelles de la dette publique par rapport au PIB, ainsi que par rapport aux exportations) restent inférieurs à leurs seuils de risque dans le scénario de référence. Cependant, les indicateurs de liquidité (service de la dette par rapport aux exportations et service de la dette par rapport aux revenus) dépassent les seuils de risque dans le scénario de référence (notamment après 2024, c'est-à-dire après la fin de la période de grâce de certains prêts importants). On notera que ces seuils sont bas, en raison notamment des faibles capacités de gestion de la dette du pays sans préjudice des éventuelles initiatives en faveur de la dette des pays les moins développés pouvant potentiellement intervenir dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19.

L'apurement des arriérés dette intérieure a été réalisé à 36,767 milliards de francs CFA, dont 19,637 milliards de francs CFA au titre d'arriérés de salaire, 5,067 milliards d'arriérés de pension, 6,975 milliards d'arriérés de biens et services et 5,088 milliards d'amortissement de la dette bancaire titrisée.

## **1.2 Cadre stratégique de l'action**

La paix, la sécurité et la lutte contre la pauvreté sont des principaux axes de la politique de développement de la RCA. Cela se traduit par l'élaboration des documents stratégiques de développement.

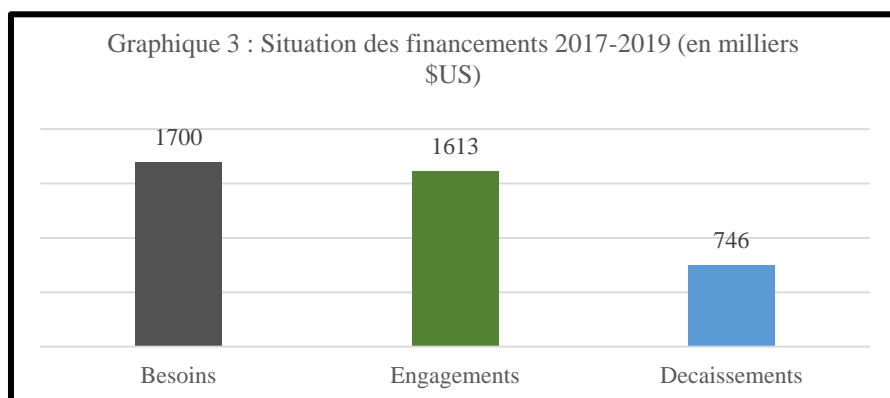
Depuis 2016, la République centrafricaine s'est dotée d'un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) pour la période 2017-2021. L'élaboration de ce document stratégique a bénéficié d'un appui technique et financier combiné des Nations unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Il constitue la référence et le cadre d'orientation pour toutes les interventions des partenaires techniques et financiers de la RCA pour la période indiquée. Le RCPCA a identifié trois piliers prioritaires: (1) soutenir la paix et la réconciliation, (2) renouveler le contrat social entre l'État et la population et (3) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Le RCPCA fixe également des objectifs pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Ainsi, deux cibles liées à l'objectif de développement durable 5 ont été retenues: la cible 5.1 portant sur limiter les formes de discrimination à l'égard des femmes et la 5.5 sur la participation des femmes aux fonctions de direction. La prise en compte de la dimension genre dans la Constitution offre un cadre juridique, institutionnel et politique qui doit conduire à la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité. La loi sur la parité rappelle ces principes et souhaite réduire les inégalités de sexe dans l'accès aux services notamment dans la santé et l'éducation.

### 1.3 Analyse des politiques publiques

La politique de relèvement et de développement de la République centrafricaine repose actuellement sur la mise en œuvre du RCPCA, en lien direct avec l'accord de paix. Ce n'est que le 26 octobre 2017 que le Secrétariat permanent du RCPCA a été pleinement installé avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) y compris l'Union européenne. Après un démarrage poussif, le cadre institutionnel était finalement opérationnel en 2018 avec toutefois une double difficulté: la faible implication de la part des ministères sectoriels dans l'animation des piliers et l'émergence d'une concurrence contre-productive entre le Secrétariat général du RCPCA et le ministère du plan et de l'économie (MPE). Cette double difficulté s'est conclue par la démission du Secrétaire permanent du RCPCA fin 2018. Le nouveau Secrétaire général, d'un profil plus technique, bénéficie d'un nouveau positionnement de son Secrétariat permanent au sein du MPE et non plus parallèle à celui-ci et d'un mandat focalisé sur l'appui à la coordination sectorielle et le transfert de compétences. Néanmoins cette évolution, certes positive, a ralenti le suivi du RCPCA en 2019.

Si l'on s'en tient aux besoins inscrits dans le document de départ du RCPCA (1,7 milliards USD), le montant des fonds engagés sur de nouveaux projets approuvés après la conférence de Bruxelles du 17 novembre 2016 (1.612 milliards USD) représente, après deux ans et demi sur trois de mise en œuvre du plan, 95 % du besoin initial indiqué. Sous cet angle, le niveau de mobilisation serait extrêmement satisfaisant, à mi-2019. Il faut reconnaître que, durant le seul premier semestre 2019, ce montant est passé de 1,034 milliards USD à 1.613 milliards USD, soit un accroissement significatif qu'il faut très probablement mettre à l'actif de la signature de l'APPR début février 2019.



Les PTF ont apporté un soutien à la mise en œuvre du RCPCA de 1.595 milliards USD dont 734 000 000 USD ont été décaissés, soit un taux de décaissement de 46 %. Ces financements prennent en compte, les appuis programmes/projets, les appuis budgétaires et les allègements de la dette. Ce taux de décaissement encore relativement insuffisant mène à la question de savoir si ce n'est pas la capacité d'absorption plutôt que le niveau de mobilisation des ressources qu'il s'agirait d'accroître aujourd'hui.

**Tableau 2:** Synthèse des financements et des décaissements extérieurs et intérieurs depuis la conférence de Bruxelles (nov.2016) enregistrés au 30 juin 2019

| <b>Variables</b>        | <b>Investissements<br/>Extérieurs<br/>en USD</b> | <b>Investissements<br/>Intérieurs<br/>en USD</b> | <b>Total en USD</b>  |
|-------------------------|--|--|----------------------|
| Financements approuvés  | <b>1 595 177 906</b>                             | <b>25 640 964</b>                                | <b>1 612 978 194</b> |
| Décaissements effectués | <b>733 521 465</b>                               | <b>17 423 758</b>                                | <b>745 873 824</b>   |
| Taux d'exécution        | <b>46 %</b>                                      | <b>68%</b>                                       | <b>46.24%</b>        |

Source: Rapport annuel du RCPCA 2018, p68-70

Les financements de l'État centrafricain comptabilisés dans la base de données s'élèvent à 25 600 000 USD, représentant 2 % du financement total approuvé en appui à la mise en œuvre du RCPCA. Les décaissements effectués s'élèvent à 17 400 000 USD, soit un taux de décaissement de 68 %. Cependant, il faut noter que ces financements comptabilisés n'intègrent que les projets/programmes dont le budget d'investissement dépasse 10 000 000 FCFA. Actuellement, l'enregistrement de ces financements n'est donc que partiel et son amélioration nécessite l'implication de l'équipe conjointe du ministère du plan avec celle du ministère des finances, ainsi que du Secrétariat permanent chargée de gérer la base de données. En effet, cette base doit s'intégrer dans un système de gestion de l'information sur l'aide et les investissements (dont les programmes et projets) articulé sur le système budgétaire pluriannuel de l'État.

La majeure partie des financements en appui à la mise en œuvre du RCPCA est octroyée sous forme de dons extérieurs représentant 97,8 % du total. 1% sont en prêts internationaux à des conditions concessionnelles.

En termes de modalités, l'appui aux programmes et projets absorbe 81,6 % du financement total. Les appuis budgétaires tendent à augmenter et représentent 16,5 %.

Une analyse des informations financières du software utilisé par le ministère du plan en appui au système de gestion des investissements (SG2i), sur les quatre secteurs socioéconomiques répartis en vingt-six sous-secteurs d'activités couverts par le RCPCA-CEM<sup>2</sup>, confirme que le secteur social, le secteur sécurité et gouvernance et celui des infrastructures se partagent aujourd'hui presque un tiers des financements mobilisés chacun, laissant derrière eux le secteur de la relance économique avec à peine plus de 10 % des financements.

Compte tenu des défis liés à l'application des engagements de l'accord politique pour la paix et la réconciliation, le RCPCA a demandé un effort de révision et de relance pour retrouver sa place au cœur du processus de paix. Sur cette base, le Gouvernement a décidé de commun accord avec les PTF de prolonger le RCPCA jusqu'en 2023 et de le recentrer. Loin de remettre en cause la pertinence des priorités identifiées, l'APPR en appelle à la mobilisation des ressources nationales et internationales pour mettre en œuvre des programmes nationaux de reconstruction et de développement dans le cadre du RCPCA en mettant l'accent sur les

<sup>2</sup> Classification socioéconomique du MEPC.

infrastructures socio-économiques de base, la protection sociale, des programmes de relèvement et de développement local sur toute l'étendue du territoire et de façon équitable.

Ce nouveau SBC s'inscrit donc pleinement dans la continuité de ce qui a été fait depuis 2014. La logique d'intervention porte à la fois sur le soutien aux efforts du gouvernement à rétablir la viabilité de l'État et sur le risque de non intervention. En effet, à défaut d'une nouvelle intervention significative de la communauté internationale, l'État centrafricain ne sera pas en mesure de faire face au financement des dépenses primaires, dont le paiement des salaires de sa fonction publique, alors qu'au-delà de la problématique du développement, l'enjeu majeur pour les années à venir porte toujours sur le rétablissement de la sécurité, la consolidation de la paix dans le respect de la justice et de l'état de droit et le retour à l'ordre démocratique et constitutionnel.

#### **1.4 Analyse des parties prenantes**

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont: le ministère de l'économie, du plan et de la coopération, en tant qu'ordonnateur national du FED, le ministère des finances et du budget, ordonnateur du budget, le ministère de la justice et garde des sceaux, le ministère de l'intérieur et de la sécurité publique à travers les contrats de performance et de réforme structurelle (sécurité et justice), le ministère du commerce et de l'industrie, le ministère de l'éducation, la Cour des comptes et l'Assemblée nationale.

Au sein des services de l'ordonnateur national du FED et du budget, les principaux interlocuteurs sont la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED, la Cellule de suivi des réformes économiques et financières (CS-REF).

Les partenaires techniques et financiers fournisseurs d'appuis budgétaires sont aussi parties prenantes à travers la coordination des bailleurs. Le FMI est aussi partie prenante à travers ses programmes d'appui macroéconomique, notamment les revues au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).

Dans les domaines de la gouvernance et du développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et les collectivités territoriales participeront au suivi-évaluation du Plan national de relèvement et de la consolidation de la paix. Dans le cadre de l'accès aux services de santé, les femmes et les associations de femmes peuvent participer et jouer un rôle important afin d'améliorer l'accès aux services, notamment pour les victimes de violences basées sur le genre.

#### **1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires**

Un programme de type Programme d'appui à la consolidation de l'État vise à appuyer les efforts des autorités nationales en faveur du relèvement et de la consolidation de l'État, dans un cadre macroéconomique stable et avec une gestion des finances publiques saine.

Si la République centrafricaine dispose depuis de nombreuses années de politiques publiques (tant au niveau national qu'au niveau sectoriel) pertinentes dans la promotion d'une croissance inclusive et dans la réduction de la pauvreté, la mise en œuvre effective de ces politiques se heurte à des contraintes qui limitent les impacts de l'action publique. Le programme proposé vise à donc renforcer les actions menées dans le cadre du RCPCA et à les compléter en fonction des objectifs stratégiques définis dans le premier secteur prioritaire d'intervention du PIN 2014-2020, s'alignant sur le RCPCA.

L'objectif global de ce programme est d'appuyer les efforts des autorités nationales en faveur du relèvement et de la consolidation de la paix en suivant une approche articulée sur trois axes, à savoir, le soutien à la paix, la sécurité et la réconciliation, le renouvellement du contrat social entre l'État et la population et le relèvement économique et la relance des secteurs productifs avec un focus sur quatre domaines.

## ***1. La mobilisation des recettes et l'efficacité des dépenses***

Même si on a connu une augmentation significative des appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers (environ 207 000 000 EUR entre 2016-2019), le pays reste à un niveau très limité en matière de mobilisation des recettes internes (8.5 % du PIB en 2019, contre une norme de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) de 17 %). Le budget de l'État ne permet pas de supporter les politiques publiques afin de subvenir aux besoins essentiels de la population.

En conformité avec la lettre d'intention du nouveau programme FMI 2020, la chute des recettes est due au retard enregistré par le transfert de recettes issues de la parafiscalité dans le Compte unique du trésor (CUT) et les exonérations accordées de manière dérogatoire (non-respect de la Charte d'investissements), un déclin dans les recettes provenant des arriérés de taxes et des recettes provenant des provinces (FCFA 116.9 milliards comparés avec FCFA 132.2 estimés), portant à la réduction des transferts aux agences publiques et retards dans l'exécution des dépenses des investissements. Ces faibles réalisations ont limité la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les politiques sectorielles.

En octobre 2019, le gouvernement a lancé un projet de digitalisation des procédures fiscales dans le but de réduire les vulnérabilités à la corruption, de faciliter les formalités de déclaration et d'améliorer l'environnement des affaires. Un système pilote de paiement électronique pour les grandes entreprises sera mis en place à court terme. L'utilisation généralisée du dépôt électronique et du paiement électronique des impôts par ces mêmes entreprises sera également mis en place d'après les engagements du gouvernement avec le FMI dans le cadre du nouveau programme FEC (repère structurel). Le gouvernement s'engage également à veiller à moyen terme à ce que toutes les procédures fiscales soient faites par voie digitale avec le soutien des partenaires, dont l'UE.

## ***2. Le climat des affaires***

Depuis trois décennies, la République centrafricaine connaît des crises politiques récurrentes qui empêchent le développement du secteur privé et minent les bases de la transformation économique du pays. Chaque crise qui survient entraîne une série de destructions des biens et des investissements, avec suffisamment de violences pour décourager tout entrepreneur, ce qui confirme la 184<sup>e</sup> position de la RCA sur 190 pays du classement *Doing Business* 2020. Dans le rapport, il a été noté une amélioration par rapport à l'accès à l'information sur le crédit en lien avec la réglementation CEMAC. Les textes réglementant le secteur privé en RCA sont soit vétustes, soit ne s'adaptent pas à la réalité actuelle. Dans un tel contexte, il est difficile de relever un développement de l'entrepreneuriat favorable à l'innovation, à la transformation digitale et à la croissance économique.

De ce fait, et dans le cadre d'un soutien stratégique et intégré au secteur privé, cohérent avec la nouvelle alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables<sup>3</sup> et avec le Pacte de croissance et emploi en RCA<sup>4</sup>, il est prioritaire d'agir sur la protection juridique des entreprises et la sécurité judiciaire des investissements ainsi que sur l'élargissement de l'assiette fiscale passant par un renforcement du contrôle institutionnel, le croisement d'information au niveau fiscal et le passage des acteurs informels vers l'économie formelle. L'inclusion financière joue un rôle important dans ce sens et peut être fortement impulsé par l'appui à la mise en place et au développement d'outils et de services digitaux fintech. Une

---

<sup>3</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil - Communication relative à une nouvelle alliance Afrique - Europe pour un investissement et des emplois durables: hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau supérieur. COM(2018) 643 du 12.9.2018.

<sup>4</sup> *Jobs and Growth Compact*.



gestion équitable et plus efficiente des arriérés de paiements est aussi indispensable pour ne pas créer des difficultés additionnelles au financement des entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME).

Un diagnostic du secteur privé et de ses contraintes par la Banque mondiale est attendu en juin 2020. Il fournira la base pour identifier les réformes et les actions prioritaires. Il sera a priori utilisé aussi par le FMI pour définir les réformes sectorielles dans son prochain programme.

Dans un souci d'accroître la transparence, ce nouveau programme encouragera l'amélioration du dialogue entre le secteur privé et le gouvernement.

### ***3. L'éducation***

Les activités du plan de transition sont mises en œuvre dans un contexte relativement difficile où les séquelles de la dernière crise n'ont pas été totalement éradiquées. Certes il y a une légère amélioration depuis 2016 en ce qui concerne l'accès à l'éducation, même si on observe toujours des taux inférieurs pour les filles. Toutefois, sur les trois dernières années, l'évolution du taux brut de scolarisation au fondamental 1 s'accroît lentement: 96 % en 2016, 110 % en 2017 et 116 % en 2018 (seulement 103 % pour les filles contre 129 % pour les garçons), 24 % au 1<sup>er</sup> cycle du secondaire et 10 % au 2<sup>ème</sup> cycle. Le taux d'achèvement du cycle primaire est de 50 % en 2018. Le taux brut d'admission au secondaire est seulement de 29 % (22 % pour les filles).

Ces dernières années, la volonté de l'État de prioriser le secteur éducatif a été manifeste, notamment via les allocations budgétaires qui passent de 10,3 % en 2010 à 14 % en 2018 et 17 % (investissements y compris) dans le collectif 2019. Malgré un engagement soutenu et accru des partenaires traditionnels du secteur (UE, Banque mondiale, l'agence française de développement (AFD), France, UNICEF...), les nouvelles sources de financement escomptées (contribution des collectivités, partenariats publics et privés, fonds de développement du secteur de l'éducation) ne sont pas encore opérationnelles. Le nouveau Plan sectoriel 2020-2029 sera finalisé en avril 2020, prenant en compte toutes les questions ressorties dans la revue sectorielle de septembre 2019 et en essayant de remédier aux dysfonctionnements identifiés (sous-effectifs du corps d'enseignants et manque d'infrastructures en nombre et accessible pour toutes et tous).

### ***4. La santé***

Le contexte socio-sanitaire de la RCA est caractérisé par une dégradation continue de tous les indicateurs de santé depuis une quinzaine d'années, signe de la détérioration des conditions de vie de la population et de la faillite du système sanitaire. La situation dans le secteur de la santé peut être qualifiée de désastreuse avec beaucoup d'infrastructures endommagées ou non fonctionnelles et un personnel médical insuffisant (et seulement 14,6 % des femmes parmi le personnel de santé). Les niveaux de mortalité et de morbidité restent parmi les plus élevés du monde. Les victimes de violences basées sur le genre sont souvent stigmatisées et n'accèdent pas aux soins appropriés. La dernière crise qu'a connu la RCA a ébranlé le système sanitaire du pays qui était déjà très dysfonctionnel, caractérisé par (1) une offre de service insuffisante en quantité et en qualité, (2) des faiblesses dans l'approvisionnement en médicaments et consommables essentiels, (3) des ressources humaines insuffisantes et mal réparties, (4) des financements insuffisants et peu prévisibles, (5) une information stratégique peu fiable et insuffisamment utilisée et (6) une faiblesse du leadership, de la coordination et des capacités de planification, de suivi et d'évaluation.

Dans ce contexte, l'impact de l'épidémie Covid-19 sur le système de santé déjà très fragile peut être désastreux. Selon l'indice d'analyse de risques INFORM récemment publié, la RCA

est le pays le plus vulnérable au monde au Covid-19 et le deuxième en ce qui concerne l'accès aux soins de santé.

En réponse à cette situation, le ministère de la santé et de la population s'est embarqué dans la consolidation du cadre politique et stratégique du secteur avec l'élaboration de la politique nationale de santé 2019-2030 et de la politique nationale de santé communautaire 2019-2030. Le Plan national de développement du secteur de santé 2020-2030 et la stratégie de financement sont dans le pipeline. Par ailleurs, le gouvernement a démontré son engagement d'assurer l'accessibilité aux soins de santé à travers le décret présidentiel portant sur la gratuité ciblée<sup>5</sup> des soins de santé de février 2019, actuellement appuyée par les partenaires externes

## **1.6 Autres domaines d'évaluation**

Les critères généraux d'éligibilité de la RCA à l'appui budgétaire ont été évalués positivement lors du décaissement de la troisième et dernière tranche du SBC 2017-2019 au mois de septembre 2019. Cette évaluation permet de considérer que l'éligibilité à la modalité SBC demeure acquise.

### **1.6.1 Valeurs fondamentales**

Dans le cadre de la programmation 11<sup>e</sup> FED, une analyse approfondie de la situation de la République centrafricaine au regard des valeurs fondamentales a été effectuée en décembre 2017 par la Délégation de l'Union européenne. Il en ressortait qu'il n'y avait pas eu de violations notables de ces valeurs fondamentales ni des engagements de la RCA. Le pays est signataire des principales conventions internationales et la Constitution et les lois nationales offraient un cadre légal approprié pour le respect de ses valeurs fondamentales. Il est important de noter que la République centrafricaine a adhéré mais pas ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a ratifié la convention relative aux droits des personnes handicapées en 2016. Cependant, il faut noter que l'opérationnalisation des engagements du gouvernement se heurte parfois à un manque de ressources financières et humaines.

Les droits fondamentaux sont couverts en République centrafricaine par l'article 1 de la Constitution du 30 mars 2016. Pour ce qui concerne la torture, la législation nationale garantit l'inviolabilité des personnes placées en détention préventive ainsi que les personnes condamnées à une peine privative de liberté. Cependant, le risque des cas de violences et tortures dans les maisons d'arrêt ou commissariats de police est toujours probable.

Pour ce qui concerne la peine de mort, la République centrafricaine est un pays abolitionniste de facto: la peine de mort a été annulée depuis 1981.

Concernant la démocratie, la République centrafricaine après la crise politico-militaire de 2013, a su faire montre d'une maîtrise de ses processus électoraux lors des derniers scrutins présidentiel et législatif de janvier 2016. Les processus électoraux en République centrafricaine peuvent être considérés comme solides et crédibles, même si le taux de participation réelle aux scrutins reste modeste. D'une manière générale, les institutions ont du mal à avoir la crédibilité et confiance de la population.

Concernant l'état de droit, l'appareil judiciaire et le personnel qui l'anime sont régis par des textes plus ou moins cohérents, et basés sur les principes de l'indépendance du juge, de l'égalité de tous devant la justice, de la gratuité de la justice, du double degré de juridiction et de la collégialité. La question de la redevabilité des magistrats a connu un tournant pendant la

---

<sup>5</sup> Enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes et victimes des violences basées sur le genre.

période de transition mais reste sujette des discussions même si d'importantes réformes sont en cours pour corriger ces dysfonctionnements.

Le système d'application des lois est en place mais se heurte souvent à des contraintes en termes de ressources humaines et matérielles. Si ce secteur a connu des progrès au cours des dernières années, il n'en demeure pas moins vrai que, pour plusieurs personnes, l'accessibilité à la justice reste toujours très difficile, pour des raisons diverses.

Une Cour pénale spéciale (CPS) a été créée au sein de la justice centrafricaine par la loi n°15.003 du 3 juin 2015 afin d'enquêter, instruire et juger les violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commis sur le territoire de la République centrafricaine depuis le 1 janvier 2003, telles que définis par le Code pénal centrafricain et le droit international. Le projet de Cour pénale spéciale fait suite à la création, en avril 2014, d'une Cellule spéciale d'enquête et d'instruction (CSEI) chargée d'enquêter sur les violations graves des droits humains et poursuivre les responsables de ces crimes.

D'une durée limitée à 5 ans (renouvelable), la CPS se focalisera sur les crimes les plus graves, tels que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et aura la primauté sur les juridictions nationales ordinaires.

La peine maximale que les magistrats de la Cour pénale spéciale pourront prononcer sera la prison à perpétuité conformément aux dispositions du statut de la Cour pénale internationale (CPI) à laquelle la Centrafrique a adhéré dès 2002; et délaissant la peine de mort, qui n'est plus appliquée depuis 1981.

Les préoccupations soulevées dans l'analyse quant à la traduction de la volonté politique en actions concrètes continueront, bien sûr, d'être suivies attentivement lors du dialogue politique avec le pays partenaire.

### ***1.6.2 Politique macroéconomique***

Croissance. Sur la période 2015-2018, le taux de croissance économique moyen est de 4 % en République centrafricaine. Depuis 2013, le contexte macroéconomique se caractérise par un climat sécuritaire toujours instable malgré les efforts en cours pour ramener la paix. En 2018, le PIB a chuté de 0.5 point (4.3 % en 2017 contre 3.8 % en 2018), la croissance devrait atteindre 4,5 % en 2019 et 5 % en 2020, selon le FMI. Ces prévisions sont fondées sur diverses réformes, la vente de diamants gardés en réserve et la hausse des exportations de bois.

L'économie de la République centrafricaine reste vulnérable à l'environnement sécuritaire incertain. Les tensions suscitées par l'accord conclu avec les groupes armés, visant à favoriser leur intégration au gouvernement, continuent de peser sur la stabilité politique du pays. Néanmoins, selon le FMI, en 2019 le solde budgétaire global a atteint -8,4 % PIB. En 2019, le gouvernement devrait se concentrer sur la réalisation de son objectif en matière de solde primaire national, tout en prévoyant une augmentation des dépenses sociales et d'investissement. La baisse des prix des produits alimentaires et manufacturés a ramené l'inflation à 4 % en 2018. Ce taux devrait encore baisser en 2019 et 2020 pour s'établir à 3,4 % et 3,2 %, respectivement.

Dettes. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) de décembre 2019 a montré que la trajectoire d'endettement de la RCA est vulnérable à des chocs sur le PIB, les exportations et les recettes. Les arriérés post-PPTE ont été régularisés, à la faveur d'un accord entre les autorités et l'Inde. Les remboursements débiteront en 2023 pour une période de 20 ans. S'agissant de la dette intérieure, la République centrafricaine continue de rembourser les banques commerciales et a commencé à payer les intérêts liés à la dette consolidée envers la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC).

Relation avec le FMI. La RCA est membre du Fonds monétaire international depuis le 10 juillet 1963. Son quota se monte à 111.40 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). L'encours des prêts et facilités octroyés par le Fonds au 30 avril 2018 est de 108,94 millions de DTS, soit 97,79 % de son quota.

Le 20 décembre 2019, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord de trois ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI pour la République centrafricaine, équivalant à 83,55 millions de DTS (environ 115,1 \$ US) millions, soit 75 % du quota de la République centrafricaine dans le Fonds. Un décaissement immédiat de 11,936 millions de DTS, soit environ 16 400 000 USD sera effectué sur le compte du trésor centrafricain à la BEAC. Le décaissement du montant restant sera échelonné sur la durée du programme, sous réserve des examens semestriels du programme appuyé par le FMI par son Conseil d'administration.

Le programme soutenu par le FMI vise à maintenir la stabilité macroéconomique, renforcer la capacité administrative, la gouvernance et le climat des affaires, protéger les plus vulnérables et réduire la pauvreté.

En tant que réformes, le gouvernement s'est engagé dans la mobilisation des recettes (les exonérations pour les entreprises vont être accordés en conformité avec la charte des investissements; la digitalisation des procédures des taxes); la consolidation du compte unique du Trésor; l'amélioration de la gestion des finances publiques (efficacité des dépenses publiques); la réduction des arriérés internes et la gestion de la dette publique.

Budget. Malgré le contexte politique, les budgets 2018, 2019 ont été adoptés dans les délais légaux. La loi de finances 2020 a été transmis à l'Assemblée nationale également dans le délai requis et promulguée par le président de la République le 17 décembre 2019. Les priorités de cette loi de finances s'inscrivent sur le renforcement de la paix, la sécurité, la justice et la relance de l'économie, la bonne gouvernance, la cohésion sociale et l'action humanitaire.

La loi de finances 2020 affiche une prévision des ressources totales de 282,9 milliards FCFA contre 281,8 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2019, soit une augmentation de 0,40 % par rapport à 2019. Cette légère augmentation s'explique par l'amélioration de prévision des recettes domestiques qui passent de 140 milliards en 2019 à 143 milliards de FCFA.

Les dépenses quant à elles, se chiffrent à 293,6 milliards en 2020 contre 262,5 milliards de FCFA en 2019. Au regard des prévisions, la loi de finances pour l'exercice 2020 apparaît déficitaire de 10,6 milliards de FCFA soit 7,2 point du PIB.

Avec un total des ressources de 282,98 milliards de FCFA et des dépenses globales de 293,60 milliards de FCFA, le déficit primaire est estimé à 2,4 % du PIB.

En terme de réalisation 2019, les recettes cash, enregistrées au Trésor, s'établissent à 116,067 milliards de FCFA par rapport à un objectif (déjà révisé à la baisse) de 118,198 milliards de FCFA ; soit une régression de 2,072 milliards de francs CFA du fait du blocage du corridor douanier au mois de mars, la dégradation du tronçon Bouar- Baoro et le retard du processus d'intégration des recettes des offices publics sur le compte unique du trésor.

### ***1.6.3 Gestion des finances publiques (GFP)***

Les réformes des finances publiques mise en place à partir de l'année 2016 pour la soutenabilité des finances publiques en Centrafrique se sont basées sur le plan de septembre 2016 du gouvernement et les mesures convenues avec les principaux partenaires de la RCA. Les objectifs prioritaires à court, moyen et long terme s'articulent autour des trois axes suivants: i) la mobilisation des recettes publiques, ii) la gestion optimale des dépenses publiques et iii) la relance économique.

Les budgets annexes ont été supprimés dans le cadre de cette réforme qui voit les recettes de ces organismes abonder le compte unique du Trésor (CUT) et donc le budget général de l'État. L'intégration de ces recettes dans le budget général aura pour effet d'accroître le pourcentage des recettes propres de l'État dans le PIB en 2019. Un ordre de grandeur légèrement supérieur à 1 point de PIB est envisageable comme résultant de cette intégration.

Autre innovation de la loi de finances 2019, la redevance de développement touristique perçue sur les passagers des vols commerciaux est d'une part passée de 10 000 FCFA à 15 000 FCFA et d'autre part la modalité de sa perception a été modifiée: au lieu d'être perçue en liquide sur les passagers au départ, elle est désormais recouvrée par le Trésor directement auprès des compagnies aériennes, ce qui sécurise le processus.

Une nouvelle loi organique de loi de finances (LOLF) a été adoptée par le Parlement en 2018. Cette loi a pour objet principal d'aligner la législation de la RCA sur les Directives émises par la CEMAC en 2011 en matière de lois de finances. La mise en application de la LOLF va nécessiter une réorganisation du ministère des finances dont un nouvel organigramme est en cours de préparation.

La gestion de la dette est désormais améliorée et la cellule en charge de celle-ci produit maintenant des projections à l'aide du logiciel SYGADE qu'elle maîtrise.

Un plan d'apurement des arriérés intérieurs dus aux fournisseurs, et d'apurement progressif des arriérés sociaux accumulés entre 1993 et 2003, ces derniers s'élevant à près de 65 milliards de FCFA, est en cours d'exécution au moins jusqu'en 2020. Sur le plan extérieur, des actions sont également en cours pour assainir le portefeuille de la dette de l'État, et obtenir l'annulation de certains prêts.

#### ***1.6.4 Transparence et contrôle du budget***

Globalement, la situation en matière de transparence s'était à peu près rétablie en avril 2018, mais avec peu de progrès par rapport à l'année précédente, à l'exception d'un projet de budget citoyen. On note à cet égard que la Cour des comptes a pour projet de publier directement sur son propre site Internet ses rapports concernant l'exécution du budget mais rencontre encore des difficultés techniques pour ce faire.

Toutefois, la transparence est satisfaisante. Les projets de loi de finances et les lois de finances promulguées sont désormais publiés en temps utile sur le site internet du ministère des finances et du budget (MFB) ([www.finances-budget.cf](http://www.finances-budget.cf)). Ceci inclut les textes de loi, les ressources et charges détaillées par titre et chapitre ainsi que les budgets annexes. Des rapports d'exécution budgétaire (REB) trimestriels sont régulièrement publiés, un mois après la fin de chaque trimestre.

La constitution du 30 mars 2016 est claire concernant les lois de règlement. L'article 77 spécifie notamment que «le Parlement règle les comptes de la nation. Il est, à cet effet, assisté de la Cour des comptes». L'article 118 enfin énonce «la Cour des comptes est la juridiction compétente pour juger les comptes des comptables publics, ceux des collectivités territoriales ainsi que ceux des entreprises et offices publics». La situation concernant les projets de loi de règlement 2017 à 2018, étant entendu que la loi de règlement 2015 a déjà été adoptée par l'Assemblée nationale est la suivante:

- Projet de loi de règlement 2017: les documents nécessaires ont été déposés au Greffe de la Cour des comptes entre les 23 et 26 octobre 2018. Cette dernière procède actuellement à leur examen et estime être en mesure de produire avant la fin du mois d'août 2019 son rapport définitif ainsi que la déclaration générale de conformité correspondante.
- Projet de loi de Règlement 2018: la direction générale du trésor public a transmis les documents nécessaires à la Cour des comptes en juin 2019. La Cour des comptes s'est

fixée comme objectif dans ces conditions de transmettre son rapport définitif ainsi que la déclaration générale de conformité correspondante avant la fin de l'année 2019 et souhaiterait en réalité le faire avant l'adoption du projet de loi de finances 2020 quoiqu'elle ne puisse en prendre l'engagement définitif à ce stade.

Ainsi, la RCA rattrape graduellement son retard en la matière, quoique plus lentement qu'on le souhaiterait. Les rapports de la Cour des Comptes et la loi de règlement 2015 n'ont pas été publiés sur le site du MFB.

Le sujet des dépenses fiscales est fort sensible en RCA du fait particulièrement de l'importance de la force multinationale de maintien de la paix qui génère des niveaux d'importation élevés en franchise fiscale et douanière en vertu des traités. La transparence a nettement évolué en 2018. Les rapports d'exécutions budgétaires des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2018 et ceux des deux premiers trimestres 2019 sont disponibles sur le site du MFB. Le collectif budgétaire 2019, promulgué le 23 juillet 2019 a été publié le 31 juillet 2019 sur le même site. Le rapport de la gestion de dette 2018, le tableau récapitulatif des exonérations de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) juillet 2019, les avis d'appel d'offres sont aussi disponibles au public.

Néanmoins, les exonérations accordées au titre exceptionnel sont prédominantes et la charte d'investissement n'est pas mise en œuvre. Les données sur les exonérations sont globales (non-détaillées) et ne permettent pas une transparence sur les entreprises privées exonérées. La fréquence de publication semble devenir mensuelle depuis le début 2018 mais il reste à vérifier si cela reste pérenne. Enfin, le code de transparence et de bonne gouvernance a été promulgué et les membres de la Haute autorité de la bonne gouvernance ont été nommés.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

| Risques  | Niveau de risque (F/M/E) <sup>6</sup> | Mesures d'atténuation   |
|--|---------------------------------------|---|
| Risque politique:<br>- risque de non-respect des droits de l'Homme, de poursuite des violences intercommunautaires,<br>- risque liés au désarmement des groupes combattants et à la mise en œuvre du DDRR.   | E                                     | - Dialogue renforcé des partenaires avec les autorités,<br>- Soutien à l'exigence de respect de la constitution et de justice,<br>- Déploiement de la CPS,<br>- Financement de la CVJRR <sup>7</sup> .  |
| Risque macroéconomique:<br>- risque de dérapage du cadre macroéconomique adopté de concert avec le FMI dans le cadre de la FEC.  | E                                     | - Missions périodiques du FMI,<br>- Soutien des partenaires au programme supporté par la FEC,<br>- Participation au dialogue avec les autorités.  |
| En matière de développement:<br>- risque lié à la sécurité des biens et des personnes et notamment en province,<br>- risque lié aux capacités humaines et institutionnelles,<br>- risque lié à la refonte du cadre des affaires sur le développement du secteur privé.   | M                                     | - Mitigation des risques généraux grâce à l'adoption et à la mise en œuvre du RCPA,<br>- Renforcement des forces internationales mais aussi des forces nationales grâce notamment aux efforts de la mission EUTM <sup>8</sup> ,<br>- Modernisation de l'administration. |
| - Risque en matière de gestion des finances publiques: risque sur la mobilisation des recettes intérieures,<br>- risque d'accumulation d'arriérés ou de dérapage budgétaire,<br>- exécution budgétaire et faible sincérité du budget.  | E                                     | - Intensification du dialogue technique avec le MFB,<br>- Déploiement des assistances techniques et meilleur contrôle des résultats atteints,<br>- Renforcement de tous les organes de contrôle internes et externes.   |
| Risque en matière de corruption et de fraude:<br>- risques liés à l'existence de corruption et à l'insuffisance des contrôles.   | E                                     | - Mise en place et/ou renforcement des institutions spécialisées,<br>- Lutte contre l'impunité,<br>- Appui au civisme à travers le soutien à la société civile.   |
| <b>Hypothèses</b>  |                                       |   |
| - Maintien global de la paix civile et de la sécurité et réduction progressive des forces négatives sur l'ensemble du territoire national,<br>- Poursuite et intensification du dialogue politique et technique avec les autorités notamment à travers le cadre d'engagement mutuel et les instances spécialisées,<br>- Déploiement et renforcement effectif des mesures d'accompagnement, assistances techniques, études et formulation d'outils adaptés au contexte centrafricain. |                                       |   |

<sup>6</sup> F (faible)/ M (moyen) E (élevé).

<sup>7</sup> Commission Vérité, justice, réparation et réconciliation.

<sup>8</sup> European Union Training Mission.

### **3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE**

#### **3.1 Enseignements tirés**

La République centrafricaine est récipiendaire d'appuis budgétaires de l'Union européenne depuis 2014 au cours du 10<sup>e</sup> FED avec un appui budgétaire général, pour un montant de 33 000 000 EUR (30 000 000 EUR d'appui budgétaire effectivement décaissé au cours de l'exercice 2014 et 3 000 000 EUR d'appui complémentaire). Un deuxième SBC (*State Building Contract*), plus ambitieux et d'une durée de deux ans a été signé en 2015 pour un montant de 40 000 000 EUR (25 000 000 EUR pour 2015 et 15 000 000 EUR pour 2016). Un troisième contrat d'appui budgétaire général sous forme de SBC de 64 000 000 EUR, y compris 4 000 000 EUR d'appui complémentaire, a été conclu pour la période 2017-2019, ainsi qu'un appui budgétaire sectoriel (CPRS – Contrat de performance de la réforme sectorielle) de 10 000 000 EUR dans le domaine de la sécurité intérieure en 2018. La Délégation et le gouvernement sont en cours d'élaboration d'un nouveau programme d'appui sectoriel pour le secteur de la justice (à nouveau 10 000 000 EUR).

Les enseignements suivants ont été tirés de l'ensemble de ces appuis:

- l'appui budgétaire général est la modalité la plus adaptée à soutenir des efforts globaux et accélérer les réformes, si la volonté politique, les stratégies et les capacités sont là,
- la gouvernance doit être au centre des accords d'appui budgétaire et d'autres programmes d'appui,
- une instance de dialogue spécifique et de haut niveau est nécessaire afin de traiter les thèmes sensibles et/ou développer conjointement le dialogue sur les grands thèmes communs,
- l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacé de la dépense doit être abordée comme un problème complexe et prioritaire de gouvernance,
- le dialogue des appuis budgétaires doit être utilisé pour pousser à l'amélioration des recettes propres et la rationalisation des dépenses pour une bonne exécution budgétaire.

L'évaluation des *State Building Contracts* (SBC) de l'Union européenne déployés sur la période 2012-2018 réalisée en 2019 a conclu que le SBC s'est révélé être un instrument puissant de rétablissement des fonctions de l'État et de stabilisation dans des situations variées de fragilité où les fonctions de l'État étaient fragilisées, y inclus dans des cas extrêmes où l'État courait le risque d'une déstructuration avec des conséquences économiques, sociales et politiques graves. Néanmoins, les SBC n'ont pas été en mesure d'influer sur les processus de résilience et de réduction des facteurs de fragilité. Dans les secteurs sociaux, les SBC ont contribué au maintien et au renforcement des services de santé et d'éducation, mais pas au renforcement de la qualité des services ni à la structuration des politiques sectorielles et à un meilleur pilotage des secteurs. Parallèlement, les SBC ont contribué à une meilleure prise en charge de certaines populations en situation vulnérable (notamment au niveau de la scolarisation des filles où la mise en œuvre d'une politique de gratuité des soins femmes/enfants et d'accès au système scolaire) mais de façon limitée et sans assurer la durabilité de ses prises en charge.

#### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

La modalité appui budgétaire, retenue comme majeure dans le cadre de la programmation du PIN 2014-2020 pour la RCA puisqu'elle en représente près de la moitié des nouveaux engagements, constitue le vecteur privilégié de l'appropriation de l'aide au sens de la Déclaration de Paris et de la responsabilisation comme de l'autonomie des acteurs locaux. À cet égard, elle assure un complément indispensable à l'approche projet classique, qui concernera essentiellement le secteur de la gouvernance et le développement local et la résilience.



Avec le retour à la normale, la coordination des partenaires techniques et financiers engagés dans les appuis budgétaires et la réforme des finances publiques (essentiellement le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la France), réelle mais relativement désorganisée jusqu'ici, fait l'objet d'une nouvelle dynamique lancée par la Délégation en 2019 qui a été accueilli très favorablement par les autres partenaires.

Tous ces éléments conduisent à une évaluation globalement positive de l'engagement potentiel des autorités vis-à-vis des objectifs d'un SBC, en gardant bien à l'esprit la nécessité pour la Délégation de s'engager de son côté dans un dialogue régulier à tous les niveaux techniques et politiques.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectif général, objectifs spécifiques, produits attendus et activités indicatives**

L'objectif global du programme est d'accompagner la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) et de l'accord de paix signé en février 2019 notamment via l'amélioration de la gouvernance économique et financière, le renouvellement du contrat social entre l'État et la population et le relèvement économique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

**OS1.** Augmenter l'espace budgétaire du gouvernement centrafricain en 2020-2021 afin d'assurer les fonctions vitales de l'État

**OS2.** Restaurer la stabilité macro-économique et fiscale et améliorer le climat des affaires;

**OS3.** Appuyer la réhabilitation du système éducatif et réduire les inégalités basées sur le genre;

**OS4.** Renforcer les prestations du secteur de la santé.

Les produits induits de ce nouveau programme sont:

**PI1.** La mobilisation et l'affectation de ressources financières propres suffisantes pour couvrir au moins les obligations financières incompressibles de l'État et la fourniture d'un niveau minimal de services de base au niveau de l'administration publique.

**PI2.** La poursuite de la réforme du système de gestion des finances publiques, en considérant aussi une approche basée sur la e-gouvernance, et pour l'amélioration du climat des affaires, aussi par une attention renforcée à la transformation digitale.

**PI3.** Une meilleure transparence et une lutte active contre tous les faits de corruption.

**PI4.** L'accès à une éducation de qualité amélioré pour tous les enfants et jeunes, et notamment les filles, réduisant les inégalités basées sur le genre.

**PI5.** L'accessibilité de la population à des soins de santé de base de qualité améliorée.

#### Produits directs

**PD1.** Accroissement du volume de l'aide extérieure disponible dans le budget national.

**PD2.** Dialogue des politiques régulier autour du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix

**PD3.** L'amélioration du suivi et des rapports du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et de la réforme du système de gestion des finances publiques, du système éducatif et du secteur de la santé.

**PD4.** L'amélioration des capacités, structures et services de l'État en charge des différentes dimensions de la GFP et des climats des affaires (appui complémentaire)

#### **4.1.1 Principales activités**

##### **Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront:

- le transfert de 40 000 000 EUR sur la période (pour les années fiscales 2020 et 2021) à raison de 18 000 000 EUR au maximum la première année et de 22 000 000 EUR au maximum la deuxième année;
- un dialogue politique de haut niveau et sur les politiques induites par le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix entre la Délégation de l'Union européenne et le gouvernement ainsi que sur les actions à mener, en mettant plus particulièrement l'accent sur les domaines visés dans les objectifs du programme en se basant sur des analyses organisationnelles, institutionnelles et intégrant les inégalités de genre;
- un dialogue régulier au sein des instances existantes ou à créer entre les institutions et les partenaires au niveau des secteurs spécifiques de la gestion des finances publiques, de la santé et de l'éducation;
- le suivi des efforts continus des administrations pour renforcer leur capacité en matière de gestion des finances publiques (GFP) dans le contexte des programmes d'appui complémentaire existants ou à mettre en place au travers de la présente convention;
- un dialogue continu entre la délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds fournissant de l'aide budgétaire afin d'alléger les obligations de *reporting* qui pèsent sur le gouvernement, tout en renforçant les capacités nationales de coordination de l'aide;
- le suivi/évaluation régulier des critères généraux d'éligibilité à l'appui budgétaire, à savoir:
  - le suivi de la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix se basera sur les rapports produits par le ministère de l'économie, du plan et de la coopération;
  - le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le contexte des missions semestrielles du FMI ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le ministère des finances et le ministère de l'économie, du plan et de la coopération;
  - les performances en matière de mobilisation des recettes propres et de discipline et d'exécution budgétaire seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement au niveau du Comité de trésorerie et en particulier la Direction générale du budget, l'Agence centrale comptable et du trésor (ACCT);
  - le suivi des performances dans le domaine des réformes de la GFP sera réalisé sur la base du Plan consolidé dont le suivi se fera sur base régulière à partir des rapports préparés par la CS-REF;
  - le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.
- l'évaluation des indicateurs de performance relevant de la part variable des tranches annuelles 2020 et 2021 sera réalisée dans le cadre de la préparation du rapport de décaissement préparé par les services compétents des administrations nationales concernées, sous l'autorité du ministère des finances et du budget, transmis par l'ordonnateur national du FED et analysé par les services de la Délégation de l'UE à Bangui.

##### **Appui complémentaire**

Un appui complémentaire sera fourni dans le cadre du présent programme et visera d'une part, le soutien à la réforme des systèmes de gestion des finances publiques par un appui aux structures et services en charge des différentes dimensions de la GFP, à savoir en priorité le

ministère des finances et du budget mais également et éventuellement les autres institutions impliquées dans le bon fonctionnement et la modernisation des systèmes de gestion des finances publiques, notamment en matière de gestion des investissements publics et de contrôle externe, ceci comprend l'appui à l'introduction de mesures de *e-government*, telles que la digitalisation de la collecte des recettes (autant au niveau des douanes que de la Direction générale des impôts et des domaines) et le paiement des agents de l'État par voie *e-banking*. Et d'autre part, par un appui aux structures et services en charge du climat des affaires, notamment le cadre mixte de concertation pour l'amélioration des affaires<sup>9</sup> (CMCAA) ainsi que le ministère du commerce. Ce soutien sera délivré sous la forme de marchés de services et d'une convention de contribution avec une organisation d'un État membre.

## 4.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention repose sur le triptyque «transfert financier direct - dialogue politique - appuis techniques» et consiste à créer un espace budgétaire (via le transfert de 40 000 000 EUR en deux tranches décaissées en 2020 et 2021) permettant d'appuyer à court terme les politiques les plus essentielles de l'État et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre des politiques de l'État dans certaines domaines ciblées (gestion des finances publiques et mobilisation des recettes fiscales, amélioration du climat des affaires, éducation et santé) via l'appui aux réformes, le dialogue sur les politiques et l'appui complémentaire. Ceci afin de parvenir à moyen terme à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources, à une meilleure qualité de la dépense publique et à une meilleure coordination et gestion de l'aide extérieure.

Les critères d'éligibilité et indicateurs de décaissement feront l'objet d'un suivi rapproché, tel qu'a déjà été fait pour le programme d'appui budgétaire général précédent, qui permettra en même temps d'identifier les avancées réalisées dans les réformes qui seront promues et appuyées par le programme. Le choix des indicateurs et cibles vise à alimenter un dialogue stratégique interinstitutionnel. Toutefois, ce suivi ne remplace pas le dialogue sur les politiques sectorielles, beaucoup plus large et inclusif, qui aura lieu dans les cadres de dialogue déjà existants ou bien dans des nouveaux cadres de concertation qui seront créés. Les politiques visant l'égalité des genres et les droits de femmes ont été prises en compte dans la préparation du programme, au niveau des indicateurs et des domaines prioritaires d'intervention, elles seront aussi un élément essentiel du dialogue sectoriel et politique de haut niveau autour de l'appui budgétaire.

L'appui complémentaire servira à soutenir en même temps le renforcement des capacités de l'état pour bien mener à terme les réformes sectorielles ainsi que pour un appui plus transversal dans des sujets clé pour l'efficacité de l'action gouvernementales tels que la mobilisation des ressources internes, la lutte contre la corruption et le climat des investissements.

Avec ce programme l'UE confirme son engagement soutenu et multiforme en RCA et adresse un signal positif de soutien à la paix et à la stabilité du pays. La logique d'intervention est donc en synergie avec les engagements politiques du gouvernement et les processus de réforme en cours dans les domaines visés qui constituent autant de cadres d'opportunités sur

---

<sup>9</sup> Créé en 2015 afin de devenir la plateforme de dialogue et de concertation avec le secteur privé, le CMCAA est rattaché au Cabinet du premier ministre. Sa mission est de mettre en œuvre une coordination entre l'État et toutes les composantes du secteur privé, en vue de leur permettre de contribuer à la formulation des politiques économiques et de participer à la mise en œuvre du RCPCA. Le CMCAA travaille sur deux types de dossiers: (i) l'amélioration progressive de l'environnement des affaires, et (ii) une contribution à la résolution de problèmes ponctuels se posant aux entreprises.

lesquels appuyer le programme, notamment, la mise en œuvre de la politique économique et financière du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du RCPCA qui vise une croissance économique inclusive et stable, la création d'emploi et la réduction de la pauvreté dans le pays.

#### **4.3 Intégration des questions transversales**

Droits de l'Homme: les questions des droits de l'Homme sont inhérentes aux projets d'appui aux réformes démocratiques, judiciaires et sécuritaires financés par l'UE. Elles s'intègrent au travers de l'approche fondée sur les droits qui inclue le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions.

Égalité homme-femme: une approche sensible à l'égalité du genre est essentielle en République centrafricaine étant donné l'existence d'un système patriarcal dans lequel les nombreux stéréotypes légaux et sociétaux entravent les femmes dans leur accès aux services de base et à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Compte tenu du contexte conflictuel, les inégalités basées sur le sexe sont particulièrement marquées dans le secteur de l'éducation et de la santé. Les résultats portant sur l'amélioration du secteur de la santé et de l'éducation devront permettre de réduire les inégalités d'accès. Le programme appliquera autant que possible la parité homme-femme telle que décrétée par la loi de 2015, et incitera la participation des femmes aux instances de gestion et de décision du programme, ainsi qu'à leur inclusion dans la mise en œuvre et le suivi des actions des trois volets du programme. La dimension sur le genre sera intégrée en conformité avec les orientations du programme de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes (GAP II, 2016-2020 notamment par son objectif 17 «Égalité des droits et des possibilités des femmes en matière de participation aux processus politiques et de gouvernance à tous les niveaux») et sera particulièrement prise en compte dans l'appui en expertise apporté à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, la révision des statuts professionnels, les formations, l'application des outils de gestion et de contrôle, la collecte ventilée des statistiques dans le cadre des études et enquêtes, et l'adoption d'une approche différenciée vis-à-vis des groupes vulnérables et minoritaires pour mieux les associer dans les programmes de développement et de protection, analyser leurs besoins et faciliter leur accès aux services publics.

Gouvernance: le programme contribuera à la promotion de la bonne gouvernance à travers l'amélioration de la performance des différentes institutions bénéficiaires et de leur redevabilité envers les citoyens pour les rendre plus confiants vis-à-vis des services publics. En ce sens, le programme favorisera une collaboration et un dialogue constant avec les acteurs de la société civile. Une approche basée sur l'utilisation des nouvelles technologies sera aussi favorisée.

#### **4.4 Contribution à la réalisation des ODD**

La présente intervention s'inscrit dans le programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif 1 des ODD «éliminer la pauvreté sous toutes ses formes», 3 «donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges», et 4 «assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie». Il contribue aussi à l'atteinte de l'objectif 5 portant sur «la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles» avec une attention à la cible 5.1 visant la lutte contre les discriminations ainsi qu'à l'objectif 16 pour «promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable».

Cela n'implique pas d'engagement de la part de la RCA qui bénéficie de ce programme.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision ainsi que les contrats et accords concernés.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### **5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire**

Le montant alloué à l'appui budgétaire est de 40 000 000 EUR. Ce montant repose sur une évaluation du besoin de financement à moyen terme du budget national. Selon les projections du tableau des opérations financières du gouvernement central (TOFE) accompagnant le dossier de la Facilité élargie de crédit du FMI, le besoin de financement résiduel hors contribution du FMI telle que prévue jusqu'ici est de 120.7 milliards de FCFA, soit 184 000 000 EUR, ce qui amènerait la contribution européenne de 40 000 000 EUR à couvrir un peu moins du tiers du gap hors FMI, le solde étant pris en charge par les autres partenaires de la RCA (Banque mondiale, Banque africaine de développement (BAD), France notamment, pays de la sous-région éventuellement) en matière d'appui budgétaire.

Cependant l'accent placé continument par l'UE sur les efforts indispensables à engager et amplifier en matière de mobilisation des recettes fiscales et douanières propres traduisent clairement le caractère transitoire de l'appui budgétaire.

#### **5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

a) Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de paix 2017-2023, maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres;
- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme;
- progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables porteront sur:

- la mobilisation des Recettes domestiques;
- le renforcement du système du contrôle externe;
- le renforcement de la chaîne de dépenses et amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la GFP;
- le suivi du cycle budgétaire et transparence;

- l'amélioration du climat des affaires;
- le financement de la gratuité ciblée, la dotation et l'exécution budgétaire de la santé;
- la qualité et l'accès à l'éducation.

b) Les indicateurs de performance pour le décaissement susceptibles d'être appliqués aux tranches variables sont les suivants:

- Révision des exonérations exceptionnelles accordées en 2019 par rapport à la Charte des investissements. Réduction des exonérations exceptionnelles en 2020,
- Nomination des nouveaux inspecteurs de mines,
- Augmentation des recettes internes,
- Versement au compte unique du Trésor de toutes les recettes issues de la parafiscalité,
- Transmission de la loi de règlement 2019 à la Cour des comptes,
- Organisation du débat d'orientation budgétaire pour la loi des finances 2022,
- Remboursement des crédits et arriérés au secteur privé,
- Mise en œuvre de la gratuité ciblée des soins et augmentation des agents qualifiés de santé,
- Amélioration des dotations et exécutions budgétaires du secteur de l'éducation,
- Amélioration des taux d'accès de filles et d'achèvement du niveau Fondamental 2 de l'éducation primaire.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et des indicateurs pourra être présentée à la Commission par l'ordonnateur national du FED.

Il convient de noter que toute modification des cibles doit être convenue ex ante au plus tard au terme du premier trimestre de l'exercice soumis à l'évaluation. Les modifications convenues des cibles et des indicateurs font l'objet d'un accord préalable et peuvent être autorisées par écrit (soit au moyen d'une modification formelle de la convention de financement, soit par un échange de lettres).

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### **5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire**

L'appui budgétaire sera délivré sous la forme de deux tranches annuelles décaissées en une fois pour un montant maximum de 18 000 000 EUR en 2020 et de 22 000 000 EUR en 2021. Sa décomposition en part fixe et part variable est la suivante:

| Tranches annuelles          | 2020       | 2021       |
|-----------------------------|------------|------------|
| Part fixe                   | 16 000 000 | 8 000 000  |
| Part variable               | 2 000 000  | 14 000 000 |
| Total maximum de la tranche | 18 000 000 | 22 000 000 |

Il est prévu de décaisser la tranche annuelle au cours du troisième trimestre de chaque année.

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

## 5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

Le montant alloué à l'appui complémentaire est de 5 000 000 EUR. La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>10</sup>.

### 5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)

Une partie de la présente action ayant pour objectif de contribuer à la poursuite de la réforme du système de gestion des finances publiques, en considérant aussi une approche basée sur la e-gouvernance, peut être mise en œuvre en gestion directe par le biais de marchés de services qui visent la provision d'une assistance technique. Le but est de renforcer les capacités pour accompagner cet objectif de la part de certains départements clé du ministère des finances, tels que la Cellule de suivi des réformes financières, l'Inspection générale des finances, la Direction générale du budget et la Cellule des affaires juridiques.

| Objet                | Type indicatif (travaux, fournitures, services) | Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure |
|----------------------|---|---|
| Assistance technique | Services  | 2 <sup>e</sup> trimestre 2021                         |

### 5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Une partie de la présente action ayant pour objectif de soutenir la réforme des systèmes de gestion des finances publiques (avec un accent particulier sur l'augmentation des ressources propres) et l'amélioration du climat des affaires, avec une attention renforcée à la transformation digitale liée à ces réformes peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: l'entité est expérimentée dans le secteur de la gestion des finances publiques et est à même de faire valoir son savoir-faire, ses connaissances des thématiques et ses capacités de gestion. L'entité possède aussi l'expérience technique et sectorielle requise.

La mise en œuvre par cette entité implique la mobilisation d'une expertise spécifique avérée, ainsi qu'une capacité de supervision, de coordination et de gestion des interventions des différents opérateurs nécessaires à la bonne exécution de l'appui envisagé.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.3.

### 5.4.3 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

Au cas où les modalités privilégiées mentionnées dans le point 5.4.2 ne peuvent pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action serait conduite par gestion directe selon le schéma suivant:

<sup>10</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

| Objet en termes génériques, si possible   | Type (travaux, fournitures, services) | Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure |
|---|---------------------------------------|---|
| Assistance technique de long/court terme, formation, développement d'outils de gestion et de systèmes d'information, diagnostics et études pour renforcer les services en charge des systèmes de gestion des finances publiques | Services                              | 2 <sup>e</sup> trimestre 2021                         |
| Acquisition de matériels informatique/bureautique pour équiper les services en charge des systèmes de gestion des finances publiques)   | Fournitures                           | 2 <sup>e</sup> trimestre 2021                         |

### 5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

### 5.6 Budget indicatif

|   | Contribution de l'UE<br>(en EUR) |
|---|----------------------------------|
| 5.3 Appui budgétaire : Contrat d'appui à la consolidation de l'État | 40 000 000                       |
| 5.4 Appui complémentaire  | 4 800 000                        |
| 5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)                        | 1 800 000                        |
| 5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation d'un État Membre      | 3 000 000                        |
| 5.8 Suivi, 5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit                           | 150 000                          |
| 5.11 – Communication et visibilité                                  | 50 000                           |
| <b>Totaux</b>   | <b>45 000 000</b>                |

### 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Par construction, les appuis budgétaires s'insèrent dans les dispositifs mis en place par les autorités nationales, de concert avec les partenaires au développement.

S'agissant des réformes des finances publiques, du suivi du budget et des relations avec les partenaires concernés, notamment sur les questions d'appui budgétaire, deux dispositifs sont actuellement concernés:

- le Comité de Trésorerie se réunit sur une base mensuelle sous la présidence du ministre des finances et du budget avec la participation du ministre de l'économie, du plan et de la coopération, des membres du cabinet et des conseillers techniques, des Directions



générales du MFB (régies de recettes et de dépenses), des services techniques, du directeur national de la BEAC. Il a été élargi en septembre 2014 aux représentants des partenaires au développement, notamment concernés par les appuis budgétaires et la réforme des finances publiques, qui sont désormais régulièrement invités;

- la Cellule chargée du suivi des réformes économiques et financières (CS-REF) est placée auprès du ministre des finances et du budget. Elle est notamment chargée du suivi des programmes passés avec le FMI et les grands bailleurs de fonds et partant du suivi des appuis budgétaires, du suivi des réformes et notamment en matière de gestion des finances publiques ainsi que du suivi des assistances techniques en soutien aux réformes économiques et financières.
- La réunion technique sur le suivi des appuis budgétaires est organisée mensuellement par la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CAONF). Cette réunion regroupe la Délégation de l'UE, la CAONF, la CS-REF et tous les points focaux des ministères sectoriels concernés par les CPRS.

Le chef de file des discussions relatives aux appuis budgétaires et de leur mise en œuvre est le ministre des finances et du budget qui a la charge d'assurer le financement adéquat des opérations financières de l'État et leur suivi, tandis que le ministre de l'économie du plan et de la coopération internationale, ordonnateur national du FED et à ce titre, signataire de la convention de financement, assure les relations avec la partie européenne.

La Délégation de l'Union européenne à Bangui assure le contact permanent et les discussions avec l'ensemble de ses partenaires nationaux, en étroite collaboration avec les autres donateurs concernés par les appuis budgétaires et la gestion des finances publiques, et notamment le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la France.

Les demandes de décaissement des tranches d'appui budgétaire sont élaborées par la CS-REF sous couvert du ministre des finances et du budget. Celle-ci collecte également les éléments probants requis, au titre des conditions générales et spécifiques. Le dossier est transmis à l'ordonnateur national qui l'achemine auprès de la Délégation de l'UE, laquelle en assure l'évaluation et transmet ses éléments d'analyse au siège à Bruxelles.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

## **5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste du plan d'action stratégique ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour

réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

À cet effet un contrat-cadre sera passé pour la mobilisation d'experts qui assisteront la Commission dans le processus de suivi de la convention et plus particulièrement d'analyse des dossiers de décaissement des tranches 2018 et 2019. Les activités de suivi intégreront l'approche genre sensible et pourront s'appuyer sur les indicateurs ventilés par sexe et handicap (en fonction de leur disponibilité).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que tant le programme d'appui budgétaire que l'appui complémentaire et technique qui lui est associé doivent faire l'objet d'une appréciation indépendante pour en mesurer les performances et les carences et permettre d'améliorer significativement le dispositif alors qu'un nouvel appui budgétaire est d'ores et déjà prévu au titre du PIN 2014-2020. Une attention particulière devra être portée sur les questions de genre lors de toute évaluation.

L'évaluation de la présente action peut être réalisée individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 45 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un marché de service de communication et de visibilité pourra être conclu au titre d'un contrat-cadre.

## ANNEXE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L'APPUI BUDGETAIRE)

|                          | Chaîne des résultats   | Indicateurs  | Valeurs de référence<br>(y compris année de référence) | Cibles à l'horizon de la fin du contrat d'appui budgétaire (année) | Sources et moyens de vérification   |
|--------------------------|--|--|--|--|---|
| Objectif général: impact | Accompagner la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) et de l'accord de paix signé en février 2019 notamment via l'amélioration de la gouvernance économique et financière, le renouvellement du contrat social entre l'État et la population et le relèvement économique | 1. (*) Indice de développement humain (IDH)<br>2. Taux de pauvreté | 1.1 0,381 (Rapport IDH 2019)<br>2. 62 % in 2017        | 1.1 à déterminer (2021)<br>2. à déterminer (2021)                  | 1. Rapport IDH<br>2. Enquêtes du PNUD, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Banque mondiale, UNICEF sur la pauvreté et les conditions des ménages |

|   |  |  |   |   |   |
|---|--|--|---|---|---|
| Objectif(s) spécifique(s): effet(s) direct(s) | OS1. Augmenter l'espace budgétaire du gouvernement centrafricain en 2020-2021 afin d'assurer les fonctions vitales de l'État ; | 1.1 Dépenses d'investissement financées par le trésor public   | 1.1 inférieures à 17 milliards FCFA en 2019                           | 1.1 à déterminer (2021)   | 1.1 Rapports annuels des ministères des Finances et de l'Economie |
|   | OS2. Restaurer la stabilité macro-économique et fiscale et améliorer le climat des affaires ;                                  | 2.1 Déficit primaire   | 2.1 -3.0 % en 2019  | 2.1 -2.5 % en 2021  | 2.1 Rapports FMI, budget de l'État                                |
|   |  | 2.2 Classement <i>Doing Business Index</i>   | 2.2 184/190 en 2020   | 2.2 à déterminer (2020)   | 2.2 WB DB Report ; Rapports FMI                                   |
|   | OS3. Appuyer la réhabilitation du système éducatif et réduire les inégalités basées sur le genre ;                             | 3.1 Nombre d'établissements publics du préscolaire au secondaire, enseignement technique et professionnel et alphabétisation | 3.1 2895 en 2018  | 3.1 à déterminer (2020)   | 3.1 Annuaire statistique du ministère de l'éducation              |
|   |  | 3.2 Augmentation de la part du budget alloué au secteur  | 3.2 Valeur dotation en 2020: 7.88 %<br>Valeur exécution en 2019: 74 % | 3.2 Valeur dotation en 2021: 8.88 %<br>Valeur exécution en 2020: 80 % | 3.2 Loi de finances 2021; données d'exécution et LdF 2020         |
|   |  | 3.3 (*) Nombre de filles scolarisées en Fondamental 2  | 3.3 19 % en 2018-2019   | 3.3 22 % en 2020-2021   | 3.3 Annuaire statistique du Min. de l'éducation                   |
|   | OS4. Renforcer les prestations du secteur de la santé.   | 4.1 Statut de la politique de gratuité de soins ciblée   | 4.1 Mise en place de la politique de gratuité de soins ciblée en 2020 | 4.1 à déterminer (2020)   | 4.1 Rapports du ministère de la santé                             |

|                  |  |  |  |  |   |
|------------------|--|--|--|--|---|
| Produits induits | PI1. La mobilisation et l'affectation de ressources financières propres suffisantes pour couvrir au moins les obligations financières incompressibles de l'État et la fourniture d'un niveau minimal de services de base au niveau de l'administration publique. | 1.1 Existence d'arriérés de salaires des agents de l'Etat                | 1.1: 31.6 milliards FCFA à fin                         | 1.1: Il n'y a pas d'arriérés                     | 1.1: Rapports du Comité de trésorerie (CT)      |
|                  | PI2. La poursuite de la réforme du système de gestion des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires.   | 2.1 Réduction exonérations   | 2.1: A déterminer (2020)                               | 2.1: Réduction de 40 %                           | 2.1: Rapport du ministère des finances          |
|                  |  | 2.2 Transmission Loi de Règlement 2019 à la Cour de Comptes              | 2.2: Non transmise                                     | 2.2: Transmission à fin août 2020                | 2.2: Note de transmission                       |
|                  |  | 2.3 Organisation Débat d'Orientation Budgétaire                          | 2.3: Jamais réalisé                                    | 2.3: Réalisation pour LF 2022                    | 2.3: Rapport Assemblée nationale                |
|                  |  | 2.4 Remboursement créances des entreprises du secteur privé              | 2.4 A déterminer (2020)                                | 2.4: Remboursement 5.6 milliards FCFA            | 2.4: Rapports du Comité de trésorerie (CT)      |
|                  |  | 2.5 Versement au CUT de toutes les recettes de la parafiscalité          | 2.5: 7 agences n'orientent pas ses recettes sur le CUT | 2.5: Toutes les recettes sont versées sur le CUT | 2.5: Rapports de la CS-REF (Min. finances)      |
|                  | PI3. Une meilleure transparence et une lutte active contre tous les faits de corruption.   | 3.1 Nomination des nouveaux inspecteurs de mines                         | 3.1: 2 à fin 2019                                      | 3.1: 12 en août 2020                             | 3.1: Rapport du ministère des mines             |
|                  |  | 3.2 Augmentation des recettes internes                                   | 3.2 : 116 milliards FCFA en 2019                       | 3.2: +10 milliards FCFA en 2020                  | 3.2: Rapports du Comité de trésorerie (CT)      |
|                  | PI4. L'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants et jeunes, et notamment les filles améliore.   | 4.1 Taux d'achèvement du Fondamental 2                                   | 4.1 12 % en 2018-2019                                  | 4.1 14 % en 2018-2019                            | 4.1 Annuaire statistique du min. de l'éducation |
|                  |  | 5.1 (*) Augmentation des allocations à la politique de gratuité de soins | 5.1: 1 milliard FCFA en 2020                           | 5.1: 1.5 milliards FCFA en 2021                  | 5.1 Rapports du Ministère de la santé           |
|                  | PI5. L'accessibilité de la population à des soins de santé de base de qualité améliorée.   | 5.2 Exécution des allocations à la politique de gratuité de soins        | 5.2: Non applicable                                    | 5.2 50 % décaissement à fin août 2020            | 5.2 Rapports du ministère de la santé           |
|                  |  | 5.3 Nombre personnel soignant intégré dans le ministère de la santé      | 5.3: A déterminer (2020)                               | 5.3: Augmentation d'au moins 200 agents          | 5.3 Rapports du ministère de la santé           |

|                  |  |   |  |   |   |
|------------------|--|---|--|---|---|
| Produits directs | PD1. Accroissement du volume et de la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national.  | 1.1 Déboursement des décaissements prévus   | 1.1 Non applicable   | 1.1 40 M EUR (2021)                             | 1.1 Dossier de déboursement   |
|                  | PD2. Dialogue politique régulier sur les politiques induites par le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix   | 2.1 Nombre de réunions de dialogue politique de haut niveau et sur les politiques induites par le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix entre la Délégation de l'Union Européenne et le gouvernement           | 2.1 Trois (3)  | 2.1 à déterminer (2021)                         | 2.1 Rapport du Comité Directeur Conjoint  |
|                  | PD3. L'amélioration du suivi et des rapports du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et de la réforme du système de gestion des finances publiques, du système éducatif et du secteur de la santé. | 3.1 Existence des rapports de suivi de la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix<br><br>3.2 Statut des rapports de suivi des performances des réformes de la GFP sur la base du Plan consolidé | 3.1 Rapport annuel existant<br><br>3.2 à déterminer (2020) | 3.1 Rapport 2020<br><br>3.2 à déterminer (2020) | 3.1 Rapport annuel de mise en œuvre du RCPCA<br><br>3.2 Rapports préparés par la CS-REF |
|                  | PD4. Amélioration des capacités, structures et services de l'État en charge des différentes dimensions de la GFP et des climats des affaires (appui complémentaire)  | 4.1 Existence ( ? ) du rapport annuel par la Cour de Comptes  | 4.1 à déterminer (2020)                                    | 4.1 à déterminer (2020)                         | 4.1 Rapport annuel de la Cour de Comptes  |